

Porter nos objectifs de transformation avec une candidature communiste est évidemment l'option à retenir au cas où.

Rassembler toute la gauche sur un programme de rupture, seule (?) condition possible pour une victoire sur la droite et l'extrême droite, serait souhaitable. Mais, rendons-nous à l'évidence, ce rassemblement de la gauche paraît irréalisable tellement les partis qui la constituent ne veulent pas abandonner leurs "caractéristiques". Les uns, leur attachement à l'Europe sociale-démocrate, les autres leur programme écologique socio-capitalo compatible et, enfin, celui pour lequel, en dehors de lui, il ne peut y avoir de salut.

Donc, c'est l'échec programmé à l'élection présidentielle. Assumé, même. En effet, n'y en a-t-il pas un au moins qui pense pouvoir être une force d'appoint pour faire gagner au 2e tour le candidat opposé à Le Pen... et être indispensable à la constitution d'une majorité à l'Assemblée nationale ensuite ?

De toute façon, pour chacun des partis de gauche, la préoccupation dominante est déjà de mener campagne en vue de gagner le maximum de sièges de députés, au détriment des autres partis de gauche.

Pour notre parti, c'est légitime et, surtout, vital.

Comment échapper à ce piège ?

Tout d'abord, pour moi, en **différant** la désignation du candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, ou en différant une déclaration réitérant notre disponibilité pour soutenir un encore improbable candidat d'une union (restreinte) de la gauche à l'élection présidentielle.

Mais quoi faire, en attendant, au cours des six-dix prochains mois au terme desquels, selon moi, les adhérents du Parti communiste pourraient encore utilement se prononcer ?

À partir de l'idée portée par un camarade "d'un gouvernement de transition pour aller vers une 6e République, issue d'une réflexion commune d'acteurs politiques et sociaux, composé de personnalités de toutes les forces auxquelles ils ou elles adhèrent", ne faut-il pas œuvrer à la constitution d'un **Rassemblement pour une nouvelle Constitution** (RPNC), qui désignerait son candidat(e) à l'élection présidentielle et qui deviendrait la bannière de tous les candidat(e)s présentés par le dit rassemblement aux élections législatives, qui, majoritaires, s'engageraient à bâtir une nouvelle Constitution à présenter par référendum aux Français ?

Étudier et travailler aux modalités d'une telle perspective n'est pas une mince affaire. Je le sais, mais à mon avis, elle est à tenter tellement les Français savent que l'actuelle Constitution bloque l'expression démocratique au profit de l'oligarchie financière et médiatique, contre les intérêts de la majorité des Français et de notre pays. Nombreux sont ceux déjà qui avancent de bonnes idées dans ce sens.

À mon avis encore, notre Parti devrait s'engager totalement pour un tel rassemblement, autant pour sa force subjugante que pour sa nécessité.

Si ce rassemblement échouait, le candidat de notre Parti à l'élection présidentielle devrait continuer à en porter l'idée. C'est la meilleure clé pour être entendu au-delà de 3% des électeurs au scrutin national. Aux élections législatives, nos candidats pourraient s'en prévaloir tout en portant les propositions qui sont les nôtres.

Gabriel BULOT, section des Graves, Fédération de la Gironde.